ARTICLE 4

La promesse évaporée

Grégoire Falque · 29 juillet 2026

On croit que la démocratie repose sur la vérité.

Sur des citoyens informés, des faits partagés, un espace public où les meilleurs arguments finissent par l'emporter.

C'est une belle idée. Elle oublie quelque chose.

La démocratie repose aussi, et peut-être d'abord, sur la promesse. Sur l'engagement. Sur des paroles qui créent des obligations.

Une promesse électorale n'est ni vraie ni fausse au moment où elle est prononcée. C'est un acte. Il a lieu, ou il n'a pas lieu.

Et ce que l'évaporation du réel fait à la promesse, elle le fait, lentement, à la démocratie elle-même.

I. Ce qu'est vraiment la promesse

Une promesse ne dit pas comment le monde est. Elle engage celui qui la prononce sur ce que le monde sera.

Dans le vocabulaire d'Austin, rencontré dans l'article précédent, la promesse est un performatif : une parole qui fait exister quelque chose en étant prononcée. Promettre crée une obligation qui n'existait pas. Le serment crée un lien. L'engagement crée une responsabilité.

Ces actes ne sont ni vrais ni faux. Ils tiennent ou ils s'effondrent. Ils pèsent ou ils s'évaporent.

> La promesse est un acte, pas un énoncé. Elle engage un corps, un temps, une parole dans une direction qu'on ne peut plus reprendre sans que cela se voie.

Quand quelqu'un vous promet vraiment quelque chose, quelque chose change. Une dette est contractée. Un lien est établi, qui contraint ce qui viendra.

La promesse réelle résiste. Elle crée une friction entre la parole donnée et les tentations de la reprendre, entre l'engagement et les circonstances qui invitent à s'y soustraire. Elle coûte quelque chose à tenir. C'est pour cela qu'elle vaut quelque chose.

QUAND LA PROMESSE COÛTAIT QUELQUE CHOSE

Il fut un temps où promettre coûtait. Pas nécessairement de l'argent : de la réputation, de l'honneur, au sens le plus concret. Dans des communautés à taille humaine, une promesse non tenue se voyait. Elle changeait le regard des autres.

Le serment était scellé par un geste : la main posée sur un objet, le cachet de cire, la signature devant témoins. Ces gestes n'étaient pas des rituels vides. Ils mettaient de la friction dans l'acte même de promettre. Ils rendaient l'abandon de la promesse coûteux.

II. La formule appliquée à la promesse politique

Appliquons la formule à la promesse politique d'aujourd'hui.

Un candidat promet de réduire le chômage, de réformer la santé, de restaurer la confiance. Regardons cette promesse variable par variable.

L'EFFORT

Quelques heures de préparation, une présence sur une scène, un discours prononcé avec conviction. Ce n'est pas rien. Mais c'est infime au regard de ce qui est promis.

LA FRICTION

Promettre ne rencontre presque aucune résistance. Rien n'est exigé avant, aucune garantie n'est déposée, aucun prix n'est payé pour la surenchère.

LA MATIÈRE

Un discours filmé, diffusé, archivé. Effaçable, recontextualisable, dont la version exacte sera contestée dans six mois. Ce n'est pas que rien n'est enregistré. C'est que rien n'est irréversible. Rien que le temps ou la rhétorique ne puisse reprendre.

Peu d'effort, presque pas de friction, presque pas de matière. Au sens de la formule, la promesse a été prononcée. Elle n'a pas eu lieu.

Ce n’est pas une question de sincérité. Un candidat peut promettre avec une conviction entière, et sa promesse peut ne rien peser. La sincérité n’est pas une variable de la formule.

C’est peut-être pour cela que les promesses non tenues ne produisent plus d’indignation durable. On est surpris, brièvement, puis on passe à autre chose. Comme si chacun savait déjà que la promesse n’avait pas vraiment eu lieu. On ne trahit pas ce qui n’a pas eu lieu.

III. Deux symptômes

Si les engagements se prononcent sans effort, sans friction et sans matière, cela devrait se voir. Deux signes, au moins, se lisent autrement à la lumière de la formule.

L’ABSTENTION

On lit souvent l’abstention comme de l’apathie, un désintérêt, une démission.

On peut la lire autrement. Celui qui ne vote plus a peut-être compris, sans le formuler, que son vote ne se relie plus à des engagements qui pèsent. Voter produit encore quelque chose. Mais ce quelque chose n’oblige plus personne.

LA DÉFIANCE

La défiance envers les institutions est souvent lue comme une pathologie.

Dans sa forme ordinaire, elle peut aussi être un apprentissage. Ceux qui se défient ont observé, pendant des années, que les engagements prononcés ne devenaient pas des actes. Ils en ont tiré une conclusion.

On ne restaure pas la confiance avec des mots. On la restaure avec des actes qui pèsent.

IV. Le contrat sans poids

Un contrat, au sens juridique comme au sens politique, suppose que chacune des parties met quelque chose en jeu dans l’acte de s’engager. Qu’elle risque quelque chose.

Si s’engager ne coûte plus rien, le contrat lui-même s’allège. Pas parce que les parties sont de mauvaise foi. Parce que l’engagement a perdu sa densité.

Sans acte d’engagement, il n’y a pas de contrat. Il y a une déclaration d’intention. Ce n’est pas la même chose.

Ce n’est pas une nostalgie. Les engagements fondateurs, dans leurs formes les plus denses, ont été pris dans des conditions de friction extrême : des constitutions écrites après des guerres, des traités signés sous la contrainte du réel. La réalité imposait sa résistance, et cette résistance rendait l’engagement lourd.

Aujourd’hui, on peut s’engager sans que rien d’irréversible soit mis en jeu.

V. Ce que cela demande

On lit la crise démocratique comme une crise de la vérité : fausses nouvelles, désinformation. On pense qu’en rétablissant des faits partagés, on rétablirait la démocratie.

Ce n’est pas faux. C’est incomplet. La vérité compte. Mais ce qui s’est évaporé n’est pas seulement la vérité. C’est le poids de la promesse.

Aucune vérification ne rend son poids à une promesse, parce que ce poids ne vient pas du contenu. Il vient de la friction traversée pour s’engager, de l’effort consenti, de ce qui reste.

Ce dont la démocratie manque, ce n’est pas seulement de vérificateurs. C’est de formes qui rendent les promesses coûteuses à prononcer, et donc précieuses à tenir.

Le Bureau des Protocoles ne prétend pas résoudre la crise démocratique. Ce serait démesuré. Il fait une chose plus petite : il montre qu’un acte peut encore peser. Qu’une décision peut encore laisser quelque chose dans le monde.

C’est modeste. C’est obstiné.

Dans l’article suivant, je quitte la politique pour revenir à un geste plus simple : soulever une pierre.

Bureau des Protocoles · 11, rue Campagne-Première, Paris 14e · Siège social : Paslaz · gregoire.falque@gmail.com · gregoirefalque.com